



Agreste Pays de la Loire



1^{er} trimestre 2019 - mai 2019
document mis en ligne le 29/05/2019

Conjoncture trimestrielle

EN BREF ...

Dans l'ensemble, les cultures régionales d'hiver sont bien développées et présentent un état sanitaire satisfaisant. Les bonnes perspectives de récolte mondiale 2019 de blé tendre, ainsi que les conflits commerciaux de la Chine avec les USA et le Canada, entraînent une baisse sensible des cours des graines.

Au premier trimestre, la rareté des actions promotionnelles au rayon des fruits et légumes et la période des soldes pénalisent les transactions. Fin février, avec une météo digne d'un mois de mai, les ventes de légumes d'hiver fléchissent sensiblement. Inversement, les produits à connotation printanière sont précocement sollicités. La gamme variétale s'élargit en mars, accompagnée d'une montée en puissance des disponibilités de produits de printemps. La concurrence étrangère freine les ventes de pommes et de poires sur le marché intérieur et à l'export.

La situation des marchés bovins viande se révèle très disparate. Seuls les animaux maigres et les femelles finies semblent tirer leur épingle du jeu d'un point de vue tarifaire du fait d'une offre limitée. En revanche, la tendance est lourde pour le marché des jeunes bovins ; leurs cotations se dégradent malgré une offre française en net repli. Les cours des veaux, très en deçà des moyennes quinquennales, sont impactés par une offre importante. En ce début d'année 2019, production et consommation de viande bovine sont finalement en baisse.

Pour les porcs, les cotations grimpent à la fin du premier trimestre après une longue période de stagnation. La production de porc augmente légèrement dans le Grand-Ouest. Stimulé par la demande asiatique, le commerce extérieur français des viandes de porc redevient excédentaire en volume. La marge brute des éleveurs s'améliore.

Au premier trimestre 2019, la production de volailles de chair est en repli, dans la région comme en France. Par espèce, les évolutions divergent : baisse des abattages pour les poulets, les dindes et les pintades ; hausse de ceux des canards, notamment des canards à gaver.

Le recul de la collecte régionale de lait, conséquence de la forte décapitalisation laitière de 2018, se confirme en ce début d'année. Il en résulte une hausse du prix moyen du lait et une baisse des fabrications de produits laitiers. Au niveau national, les tendances sont identiques.

A LA UNE ...

Badgeons les Pays de la Loire : une innovation pédagogique portée par la DRAAF

Une démarche innovante de reconnaissance des apprentissages informels, c'est-à-dire non validés par un diplôme ou un certificat, a été lancée le 30 avril dernier lors d'une rencontre réunissant plus de 50 structures différentes et plus de 100 participants. Les premiers jalons de constitution d'un réseau de partenaires sur le territoire ligérien ont donc été posés.

Cette démarche utilise les Open Badges (images numériques infalsifiables, enrichies de preuves et critères) pour reconnaître des savoirs-faire, des compétences, des expériences ou encore des engagements. Cette nouvelle dynamique autour de la reconnaissance et de la valorisation des parcours individuels favorise la construction de collectifs et de réseaux.

Pour en savoir plus :

<http://intranet.draaf.pays-de-la-loire.agri/Badgeons-les-Pays-de-la-Loire-le>
<http://blpdpl.openrecognition.org/> .

Plan Ecophyto 2+ : un nouveau plan pour réduire l'usage des produits phytopharmaceutiques

Le plan Ecophyto 2+ a été présenté le 10 avril dernier au comité d'orientation stratégique et de suivi (COS) du plan national de réduction des produits phytopharmaceutiques, désormais co-présidé par les ministres de l'agriculture, de l'écologie, de la santé et de la recherche. Ce plan renoué réaffirme la volonté de réduire l'utilisation de ces produits de 50 % d'ici 2025.

Pour atteindre cet objectif, le plan mise sur :

- le renforcement de la mobilisation des acteurs (création d'une task-force) et de l'accompagnement des agriculteurs (séparation de la vente et du conseil),
- la communication et la transparence des données de vente des produits avec ouverture de la base nationale des vente - distribution (BNV-d),
- le renforcement de la protection des agriculteurs, des riverains et de l'environnement (charte entre riverains et agriculteurs),
- l'appui à la recherche et à l'innovation pour identifier les alternatives,
- l'engagement à sortir du glyphosate pour une majorité des usages d'ici fin 2020.

L'objectif est désormais d'actualiser les feuilles de route régionales pour intégrer ces évolutions et les décliner à l'échelle de chaque territoire.

Nantes : un MIN flambant neuf

Après 2 ans de travaux, le transfert du MIN Nantes Métropole de l'île de Nantes à Rezé s'est réalisé en février ...

lire la suite p. 6

SOMMAIRE

Contexte météorologique	p. 2	Productions végétales	p. 3	Productions animales	p. 7
Industries agroalimentaires	p. 11				

Contexte météorologique

L'hiver est agréable, doux, bien ensoleillé et plutôt sec. Il n'a pas permis de recharger correctement les nappes phréatiques. En effet, à l'exception de la région du Mans, les déficits varient de 20 % jusqu'à 50 % en Vendée. Les températures sont au-dessus des normales de 0,5 à 1,0 °C pour les minimales avec souvent moitié moins de jours de gel, de 1,0 à 2,0 °C pour les maximales avec en plus un soleil souvent présent, offrant sur la période des gains d'ensoleillement de 20 à près de 40 % par rapport à la normale.

Janvier : très sec, peu froid et faiblement ensoleillé

La pluie se fait rare en ce début de nouvelle année et il faut attendre la dernière décade, et notamment le 29, pour voir des cumuls notables de plus de 20 mm en Sarthe ou Mayenne. Les précipitations mensuelles varient de 25 mm en Maine-et-Loire à 75 mm en Mayenne et sont faibles pour la saison. A l'exception de la Sarthe qui limite le déficit autour de 10 %, partout ailleurs, les déficits sont plus importants, jusqu'à atteindre 70 % à La Roche-sur-Yon (85). Les températures alternent des périodes chaudes, en particulier du 12 au 15 ou du 25 au 28, avec des périodes froides, comme en début de mois du 03 au 06 ou encore du 20 au 24. Au final, mis à part le Haut-Maine-et-Pail un peu plus froid, ailleurs les températures moyennes mensuelles sur la région varient de 4 à 7,5 °C, valeurs souvent proches des normales à plus ou moins 0,5 °C. L'ensoleillement est timide à l'exception de quelques belles journées les 3, 4, 10, 17, 18 ou encore 21. Il varie d'à peine 60 heures au nord de la région à 85 heures sur le littoral vendéen. Hormis la Roche-sur-Yon qui présente un gain de 6 % par rapport aux valeurs saisonnières avec 76h33 d'insolation, partout ailleurs sur les Pays de la Loire, l'ensoleillement est déficitaire de 5 à 10 %.

Février : sec et avant-goût printanier

Les cumuls de pluie varient de 30 à 60 mm sur les Pays de la Loire et restent pour le 2e mois consécutif insuffisants pour réalimenter efficacement les nappes phréatiques. Ils sont concentrés sur la 1^{ère} décade du mois, les conditions anti-cycloniques bloquant par la suite toute intrusion nuageuse. Au sud d'un axe Nantes (44) - Rouessé-Vassé (72), les déficits sont de 30 à plus de 50 % en allant vers le sud. A l'opposé, ils sont moindres, voire localement nuls, dans le Segréen ou les Alpes Mancelles. A l'exception d'un début et milieu de mois frais avec quelques gelées, ce mois est très chaud avec des maximales, notamment la dernière décade, hors norme, où tous les records sont battus dans la région avec un pic le 27, où le mercure dépasse les 22 °C. Au final, les températures moyennes varient de 6 °C en Mayenne à 9,5 °C sur le littoral ou dans les îles, soit 1 °C à 3,5 °C au-dessus des normales. L'ensoleillement est également exceptionnel les deux dernières décades où les records tombent dans la région : 150 h au Mans ; 162 h à Beaucouzé ; 160 h à La Roche-sur-Yon alors que Nantes échoue de peu avec 150 h. Les gains de soleil vont de 40 à 75 % du littoral à l'intérieur des terres.

Mars : doux et bien ensoleillé

Les cumuls de pluie varient de 27,4 mm à Château-d'Olonne (85) à 83 mm au Mans (72) et sont concentrés exclusivement sur les deux premières décades. Les points d'orgue sont les journées du 3 ou 6, les plus arrosées avec respectivement 26 mm au Pellerin (44) ou bien 24,9 mm au Mans. La Vendée contraste avec le reste des Pays de la Loire par son manque d'eau, avec des déficits maximums autour de 50 % dans le Sablais ou la Gâtine. Ailleurs, la région reste autour de la normale, excepté la vallée de la Sarthe qui dégage des excédents jusqu'à 50 %, ou encore l'Anjou à hauteur seulement de 25 %. Dans sa première moitié, le mois est caractérisé par une douceur matinale qui contraste avec la fraîcheur de la fin de mois et le retour de rares gelées, -3 °C à Courcité (53) ou -1,6 °C à Marcé (49) le 26. En toute fin de mois, le mercure grimpe à plus de 20 °C les 30 ou 31, permettant d'apprécier ce début de printemps. Au final, les températures moyennes sont douces et fluctuent entre 7,2 °C à Pré-en-Pail (53) et 10,9 °C dans les îles vendéennes, à des niveaux supérieurs à la normale de 0,5 à 2 °C. Comme souvent, l'ensoleillement est plus favorable au sud avec plus de 218 heures sur le littoral vendéen, quand la Mayenne ou la Sarthe stagnent autour de 160 heures. Toutefois, le soleil s'est montré généreux avec globalement des gains entre 20 et 30 %, voire presque 40 % à Beaucouzé avec 190 heures d'insolation.

Département		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
		1 ^{er} trimestre 2019	Normales 1981-2010 ou Moyennes	1 ^{er} trimestre 2019		Normales 1981 - 2010 ou moyennes		1 ^{er} trimestre 2019	Normales ou Moyennes 1981-2010	1 ^{er} trimestre 2019	Moyennes ou Normales 1981-2010
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44	NANTES-BOUGUENAIS	129,8	216,3	4,0	12,3	3,6	10,6	9	20	401h21	311h48
	ST NAZAIRE-MONTOIR	139,8	202,0	4,2	11,7	3,8	10,7	9	19	389h57	373h16*
	NORT-SUR-ERDRE	135,0	197,9	3,7	12,1	2,7	10,6	13	26		341h42
49	BEAUCOUZE	142,6	175,6	3,5	11,9	3,2	10,2	16	22	418h16	298h12
	MARTIGNE-BRIAND	98,2	149,8	3,4	11,8	3,0	10,4	16	22		354h18
	CHOLET	115,8	206,7	4,0	11,3	2,8	9,8	12	24		355h06
53	LAVAL	152,5	183,2	3,4	11,0	3,1	10,0	14	21	369h38	296h18
	LE HORPS	176,6	217,0	3,4	9,5	2,4	8,1	10	23		304h24
	ERNEE	191,7	207,8	3,6	10,6	2,8	9,4	9	24		310h48
72	LE MANS	182,1	172,4	3,0	11,7	2,5	9,9	21	27	371h58	290h12
	LUCHE-PRINGE	134,0	168,2	3,7	11,2	3,0	9,7	10	23		334h06
	ROUESSE-VASSE	171,2	220,6	3,8	9,9	2,7	8,6	8	20		321h48
85	CHATEAU-D'OLONNE	106,8	216,9	5,5	12,1	4,5	10,6	4	14	478h50	397h48
	NOIRMOUTIER	114,6	177,0	6,4	12,1	5,2	10,5	0	9		400h48
	FONTENAY	129,5	220,4	3,7	12,4	3,6	11,2	13	19		372h12
	LA ROCHE SUR YON	115,9	237,2	3,8	11,8	3,2	10,4	13	22	429h03	327h18

* Guérande

Productions végétales

Grandes cultures :

Dans l'ensemble, les cultures d'hiver régionales sont bien implantées et bien développées

Les quelques pluies de janvier sont les bienvenues. L'absence de froid ne permet pas aux plantes d'entrer vraiment en repos hivernal.

Les dix premiers jours de février sont pluvieux, notamment en Sarthe et en Mayenne. Le temps sec et ensoleillé qui s'installe ensuite permet le ressuyage progressif des sols. Cependant, au niveau régional, certaines zones de parcelles hydromorphes ont souffert d'un excès d'eau.

Les pluies de la première quinzaine de

mars permettent une bonne valorisation des apports d'azote réalisés fin février. Par la suite, les températures douces et le retour du soleil favorisent la croissance des plantes. Fin mars, l'état sanitaire des cultures est globalement satisfaisant. Toutefois, des dégâts de ravageurs sont localement observés : taupins sur céréales et larves d'altises sur colza.

Les tout premiers semis de maïs sont réalisés autour du 20 mars dans le sud Vendée.

Prévision des évolutions de semis des cultures d'hiver et de printemps au 1^{er} avril 2019 en Pays de la Loire - récolte 2019 -

Cultures	Surface (ha)	Évolution 2019/2018
<i>Céréales</i>		
Blé tendre	399 600	+ 3 %
Orges	84 000	+ 26 %
Triticale	37 000	+ 14 %
Blé dur	25 600	- 18 %
Avoine	6 000	+ 4 %
<i>Oléoprotéagineux</i>		
Colza	92 725	16 %
Tournesol	29 775	2 %

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

Les bonnes perspectives de récolte 2019 de blé et les conflits commerciaux de la Chine avec les USA et le Canada entraînent une baisse sensible des cours

Les cours des céréales et des oléoprotéagineux progressent légèrement en janvier. La tendance s'inverse ensuite nettement ; la baisse sensible des cours se poursuit en mars.

En blé, la moindre présence de la Russie à l'export offre à partir de janvier des opportunités de ventes aux autres origines. En février, la baisse du dollar par rapport à l'euro altère la compétitivité à l'export des blés de la zone euro. De plus, les perspectives de production mondiale de blé pour la récolte 2019 sont bonnes. Début mars, les fonds financiers, surtout étasuniens, renforcent sensiblement leurs positions vendeuses sur les marchés à terme : cette activité amplifie la baisse des cours. En mars 2019, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen (182 €/t) est inférieur de 9 % à celui de

décembre 2018 ; il est supérieur de 17 % à celui de mars 2018.

Courant janvier, les aléas climatiques en Amérique du Sud impactent le marché du maïs : sécheresse au Brésil et fortes pluies en Argentine. Mais la concurrence à l'export, notamment de l'Ukraine sur l'Union européenne, entraîne ensuite un recul des cours qui suivent en grande partie la tendance de ceux du blé. En mars 2019, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux (159 €/t) est inférieur de 7 % à celui de décembre 2018 ; il est supérieur de 5 % à celui de mars 2018.

En début d'année, les aléas climatiques sur le continent sud-américain pèsent sur le marché du soja. Cependant, à partir de février, les négociations commerciales difficiles entre les USA et la Chine entraînent un repli du cours du soja : sur la

campagne 2017-2018, la Chine a importé le tiers de la production de soja des USA. Par ailleurs, un nouveau conflit commercial apparaît courant mars : entre la Chine et le Canada. La Chine suspend une grande partie de ses importations de canola canadien : sur la campagne 2017-2018, la Chine a capté 40 % des exportations canadiennes de canola (variété de colza essentiellement cultivée au Canada et en Australie). Autre élément impactant le marché du soja : la présence de la peste porcine en Chine qui entraîne une baisse des besoins chinois d'oléoprotéagineux. En mars 2019, le cours moyen du colza rendu Rouen (352 €/t) est inférieur de 4 % à celui de décembre 2018 ; il est supérieur de 5 % à celui de mars 2018.

Net ralentissement des chargements portuaires régionaux

Durant ce trimestre, 172 000 t de céréales et d'oléagineux sont chargées dans les quatre ports de la région, contre 316 000 t au cours du trimestre précédent. Au 31 mars 2019, le cumul du trafic régional atteint 820 000 t ; il est inférieur de 11 % à celui au 31 mars 2018 (921 000 t).

Par ailleurs, ce cumul à fin mars 2019 est inférieur de 30 % (- 350 000 t) au trafic moyen au 31 mars pour la période 2013-2017. Au 31 mars 2019, les chargements de blé tendre atteignent 634 000 t, ceux de maïs 79 000 t, ceux de blé dur 49 000 t et ceux d'orge 44 000 t. Trois destinations

se détachent nettement : le Portugal (226 000 t dont 223 000 de blé tendre), l'Algérie (180 000 t de blé tendre) et Cuba (147 000 t, dont 142 000 de blé tendre). Ces trois pays représentent les deux-tiers du trafic régional total à fin mars 2019.

Fruits et légumes

Revalorisation printanière du prix du radis et maintien des prix élevés des alliums

Après une longue période de sous-approvisionnement, les disponibilités progressent légèrement à partir de janvier. Au rayon primeur, les mises en avant de radis sont rares à cette période et les apports, sans être conséquents, suffisent amplement à la demande. Dans la dernière décade de février, avec la montée brutale des températures associée à un ensoleillement exceptionnel, l'activité monte d'un cran.

La demande est alors bien présente et les volumes expédiés importants. Les échanges manquent d'intensité début mars et des baisses de prix sont consen-

tées. Le marché retrouve des couleurs ensuite. Les engagements entre l'amont et l'aval, traditionnellement importants au tout début du printemps, stimulent les transactions et la revalorisation des prix du radis sur le marché libre est très nette. Le trimestre s'achève ainsi sur un franc dynamisme commercial.

Le marché de l'oignon jaune connaît une bonne activité avec les promotions et une forte demande du marché français et à l'export. Les disponibilités réduites assurent une fermeté des prix. La grande distribution privilégie l'origine France.

Des expéditeurs freinent les départs pour assurer l'approvisionnement de leurs clients. La demande d'échalions s'active et la hausse des cours s'enclenche dès janvier. Le marché est porteur, il reste très dynamique au niveau France et à l'export. Les prix continuent à augmenter durant la période. En début de trimestre, les ventes d'échalotes sont moindres sur le marché français et quelques envois à l'export demeurent. Malgré quelques fluctuations, les prix sont fermes. En fin de trimestre, les opérateurs gèrent leurs stocks et ne forcent pas les ventes.

Equilibre offre/demande à la peine pour les poireaux et la mâche

En première décade de janvier, le marché du poireau est dynamique, puis il s'essouffle. Les conditions météorologiques sont favorables à la consommation mais la demande est peu réactive. Le constat est similaire dans les autres bassins de production français et européens. Les prix baissent sensiblement à partir de la mi-janvier. Cette inflexion du marché est cependant contenue en raison d'une moindre pression de l'offre. Au regard des disponibilités modérées sur l'ensemble des zones de production, les opérateurs se montrent tout d'abord confiants sur le déroulement de la fin de

campagne. Cet optimisme s'émousse cependant rapidement. La demande baisse dès les premiers jours de mars. Cette situation quelque peu figée se traduit par une baisse des prix. Malgré un très net déclin de l'offre, le trimestre s'achève sans inversion de tendance.

En début d'année 2019, l'offre en mâche est faible et les disponibilités pour les marchés de gré à gré sont contingentes. En deuxième quinzaine de janvier, la demande intérieure diminue, sans réelle incidence sur les prix de vente au départ des stations d'expédition. Les volumes mis en marché progressent légè-

rement et un rééquilibrage entre l'offre et la demande s'opère. En février, le réveil de la végétation est soudain et, dès la deuxième semaine, l'offre régionale avoisine les 1 000 tonnes/semaine. Après le manque, vient l'abondance, qui se traduit par une érosion des prix. Par ailleurs, l'afflux de l'offre étant difficile à canaliser, des destructions de cultures sont inéluctables. Il faut attendre la mi-mars, à la faveur d'une décrue de l'offre, pour qu'un rééquilibrage du marché s'opère. Une revalorisation dans toutes les présentations est alors possible en toute fin de trimestre.

Début de campagne sous le signe de l'équilibre pour les légumes de serres

La campagne de concombre débute réellement début février avec la montée en puissance des disponibilités, en région nantaise, puis dans les autres bassins de production français qui amorcent progressivement leur campagne. Le référencement de l'origine française s'accélère dans la dernière décade de février, d'autant que les conditions météorologiques très printanières incitent à la consom-

mation. A partir de mars, l'offre interrégionale de concombres s'étoffe et cette situation permet d'activer des opérations promotionnelles en lien avec les principales enseignes de la distribution. En toute fin de trimestre, le marché est plus discuté, du fait d'une concurrence plus vive entre les divers bassins nationaux et européens.

La tomate française prend progressive-

ment place dans le rayon primeur en mars. L'offre régionale repose essentiellement sur les rondes et grappes classiques. Les disponibilités, sans être conséquentes, sont en phase avec la demande. Faute d'une météo engageante pour la consommation, en mars, le marché des tomates de segmentation (tomates anciennes et cerises) tarde à se mettre en place.

Arrivée des produits de printemps sur des marchés encore ou déjà occupés

Après un démarrage relativement précocement, la campagne de salade d'été se développe très progressivement en Val de Loire. Malgré une offre faible, les centrales d'achats restent focalisées dans l'immédiat sur les salades du sud de la France, dont les apports sont toujours conséquents et les prix attractifs. Malgré l'entrée en campagne de nouveaux opérateurs, les apports, limités par les

températures nocturnes plutôt fraîches pour la saison, restent insuffisants pour satisfaire l'ensemble des besoins.

Les premières expéditions significatives de navet primeur débutent à la mi-mars. Le contexte du marché est différent de celui de l'an dernier. La concurrence normande au début du printemps est encore bien présente, freinant le basculement de la demande vers le navet primeur.

La météo très printanière de la seconde quinzaine de février permet aux aspergères d'amorcer précocement la campagne en seconde quinzaine de mars. Variable selon les origines, l'avance peut-être d'une à trois semaines. Les premiers lots s'expédient sans grande difficulté, même si la concurrence des autres bassins, confrontés à la même situation, est déjà perceptible.

Marquée par la concurrence, l'activité se réduit pour les pommes et les poires

En début d'année, l'export de pommes est en légère baisse. De qualité fragile peu adaptée aux longs trajets, les sorties sont plus faibles qu'à l'accoutumée. Les producteurs privilégient le marché intérieur et européen. La forte concurrence de la Pologne et de l'Italie limite les ventes. En fin de trimestre, l'arrivée des pommes de l'hémisphère Sud met un terme aux exportations lointaines. Sur le marché intérieur, la demande est freinée par le mouvement des « gilets jaunes », qui impacte le commerce. Ainsi, malgré

une récolte française relativement limitée, les stocks ont moins baissé durant le trimestre qu'au cours des années antérieures, sauf pour les variétés club et les variétés rustiques.

Au premier trimestre, les ventes de poires sont régulières, sans véritable engouement et inférieures aux prévisions des metteurs en marché de la filière. La présence des agrumes ne permet pas un développement des expéditions, situation classique de janvier. La concurrence

est permanente avec la *Conférence* du Benelux et l'*Abate-Fétel* de l'Italie. Les nombreuses promotions et l'omniprésence des poires belges, dont les stocks sont supérieurs à ceux des années de référence, limitent les hausses de prix. En outre, du fait de la fragilité de certains lots de *Comice*, les expéditeurs disposant de produits de qualité restent sur leurs positions tarifaires. La saison s'éternise par rapport à leurs prévisions.

Viticulture

Rendements records pour les vendanges 2018

Les déclarations de récolte de 2018 confirment des rendements bruts élevés pour le *Rosé d'Anjou* (74 hl/ha) et le *Cabernet d'Anjou* (66 hl/ha), associés à une augmentation des surfaces. Dans un contexte général plutôt baissier, ces deux AOP présentent, pour 2018, un bilan des ventes en GMS positif en volume et un

prix du col en hausse.

En rouge, le *Saumur Champigny* augmente de près d'un tiers ses volumes à surface équivalente. En un an, les surfaces de *Crémant de Loire* progressent de près de 300 ha. Les rendements élevés permettent d'atteindre un volume d'environ 170 000 hl pour cette AOP dont la

demande est croissante depuis plusieurs années.

Malgré des surfaces en retrait (7 400 ha), en particulier celles dédiées à la production de sur lie, la récolte de *Muscadet* totalise 460 000 hl avec un rendement record (62 hl/ha).

La production de vins sans IG bondit.

Achats du négoce contrastés selon les appellations

Aux deux tiers de la campagne, l'évolution des achats du négoce par rapport à la campagne précédente est hétérogène selon les appellations.

Les ventes de *Muscadet Sèvre et Maine sur Lie* progressent à prix stables. Celles de *Muscadet AC* stagnent et s'effectuent à des tarifs en retrait par rapport à la

campagne précédente. Les volumes de *Gros Plant AC* sont réduits de plus de la moitié, l'essentiel des achats concerne le *Gros Plant sur Lie*.

Les négociants achètent toujours plus de *Crémant de Loire* (+ 28 %) à prix stable par rapport à la campagne précédente. *Rosé d'Anjou* et *Cabernet d'Anjou* aug-

mentent également, que ce soit en volume ou en valeur.

En rouge, le négoce achète moins de *Saumur Champigny*, mais les prix sont stables.

Les achats d'IGP et de VSIG sont en forte hausse. Ces produits sont vendus à des prix attractifs.

Bilan des exportations 2018

En 2018, les exportations de *Muscadet* reculent de 24 %, mais l'augmentation du prix moyen du col limite la baisse du chiffre d'affaires (- 15,7 %). Le Royaume-Uni reste en tête des clients, malgré une forte chute des échanges vers cette destination. Avec un col mieux valorisé,

les envois vers le Canada et l'Allemagne progressent. Le *Crémant de Loire* gagne encore des marchés, l'Allemagne reste de loin la destination favorite. Les *Rosé d'Anjou* et *Cabernet d'Anjou* confortent leurs exportations (+ 7,9 %) moyennant quelques concessions sur le prix moyen

du col. Les quantités vendues en Allemagne et en Belgique (1^{er} client) sont en hausse. Les exports de *Saumur rouge* et de *Saumur Champigny* se maintiennent en volume et progressent en valeur avec 3 destinations principales : les USA, la Belgique et le Royaume-Uni.

Nantes : un MIN flambant neuf (suite de la page 1 « à la une »)

Le MIN est au cœur d'un pôle agroalimentaire de référence, Nantes Agropolia, de près de 55 hectares, dont près de 20 lui sont dédiés. Deuxième marché de gros après Rungis, résolument moderne et éco-responsable (la plus puissante installation solaire en toiture du Grand-Ouest, récupération des eaux de pluie, tri et valorisation des déchets...), il constitue un atout de taille pour l'alimentation et le développement économique de la région.

IPAMPA : hausse modérée du prix des intrants impulsée par la remontée du cours de l'énergie

L'indice du prix d'achat des intrants diminue de 0,2 % en janvier, puis repart à la hausse de 0,5 % en février et de 0,2 % en mars, soit + 3,9 % en glissement annuel. L'augmentation s'explique par un retournement du coût de l'énergie depuis le début de l'année.

Le prix du pétrole atteint un creux en fin d'année 2018 pour augmenter fortement depuis : le prix du Brent s'établit en moyenne à 59,4 \$/baril au mois de janvier contre 66,1 \$/baril au mois de mars. Au final, l'indice du prix de l'énergie et

lubrifiants progresse de 7 % en glissement annuel.

Le prix des engrais et amendements atteint un palier haut en début d'année, pour décroître en fin de trimestre (stagnation en janvier et février et baisse de 0,5 % en mars). Sur un an, il grimpe de 9,3 %. Ce sont les engrais simples qui baissent le plus ce trimestre. Le prix des engrais composés s'est quant à lui apprécié de 1,2 %.

Les prix de l'aliment pour animaux atteignent leur palier à un niveau élevé

(+ 0,4 % en janvier, + 0,2 % en février et - 0,1 % en mars). En année glissante, l'alimentation animale voit son coût augmenter de près de 6,8 %. Ce sont les aliments pour porcins qui ont le plus renchérit sur un an (+ 9,7 %).

Le prix des biens d'investissements (matériel, ouvrage) a très peu évolué sur ce premier trimestre (+ 0,3 %). En un an, l'indice progresse de 2,7 %. Le prix des tracteurs augmente de 3,8 % et celui des ouvrages de 1,2 %.

Productions animales

Bovins mâles de 8 à 24 mois : baisse saisonnière des cours enclenchée

La baisse saisonnière des prix des jeunes bovins s'est enclenchée mi-mars, dans le sillage des prix italiens et allemands, malgré des abattages régionaux et nationaux en repli. Les cotations régionales entrée abattoir observées fin mars se situent à environ 4 €/kg (catégorie viande U), 3,8 €/kg (viande R) et 3,5 €/

kg (mixte O). Ces cours, en retrait de quelques centimes/kg par rapport à ceux de 2018, sont proches des prix moyens 2014-2018. Le recul des abattages dans la région et en France devrait se poursuivre dans les mois à venir étant donné la baisse significative des effectifs à l'engraissement. Entre une demande alle-

mande atone et l'importance des offres polonaise et espagnole, c'est le marché européen dans son ensemble qui montre des signes de lourdeur. C'est finalement en Italie que le marché apparaît le plus équilibré.

Vaches : offre faible et hausse des cours limitée

Face à une offre limitée après la vague de décapitalisation enregistrée au second semestre 2018, les prix des différentes catégories suivies poursuivent leur redressement, mais de façon modérée avec des cotations de fin de trimestre mieux positionnées qu'en 2018 mais en retrait

de quelques centimes/kg par rapport aux moyennes 2014-2018. L'épisode de réformes massives enregistré au second semestre 2018 a donc des répercussions à l'échelle nationale mais également européenne : les disponibilités y sont globalement limitées. Au premier tri-

mestre 2019, les abattages régionaux (et nationaux) de vaches se révèlent certes en retrait significatif par rapport à ceux du premier trimestre 2018 mais finalement assez proches des tonnages moyens de la période 2014-2018.

Broutards : la demande export est dynamique

A 2,87 €/kg vif en fin de trimestre, les cours des charolais mâles U de 6-12 mois se maintiennent à un niveau proche de celui de l'an dernier (inférieurs de quelques centimes/kg) et s'avèrent légèrement supérieurs aux moyennes pluriannuelles, grâce à une demande export

dynamique. Depuis fin février, l'Algérie est de nouveau aux achats (perspectives du Ramadan), ce qui permet d'écouler les stocks de mâles lourds. Les petites femelles françaises, pour partie écartées des troupeaux lors de la mise à l'herbe, sont quant à elles absorbées sans pro-

blème par un marché italien toujours plus demandeur de génisses, en réponse au souhait de certaines enseignes de distribution de privilégier cette catégorie de bovins (plus tendres et moins lourds).

Veaux de boucherie : des cours en chute libre

Face à une offre européenne abondante, notamment aux Pays-Bas et une consommation en berne, les cours des veaux de boucherie sont en forte baisse. Depuis la mi-février, les cours des veaux gras subissent une chute saisonnière sévère et précoce. Les cotations régionales des veaux « rosé clair » terminent ce premier trimestre à moins de 6 €/kg net, en retrait de près de 80 cen-

times par rapport aux moyennes pluriannuelles. La lourdeur du marché oblige les intégrateurs à reporter les sorties de veaux finis ; les durées d'engraissement sont allongées et les poids alourdis. Dans ce contexte et en prévision de l'été, les mises en place dans les ateliers sont fortement ralenties. De cette situation dégradée résultent des volumes abattus en retrait par rapport aux années passées,

à la fois pour la région et pour l'échelon national. Par ailleurs, l'encombrement du marché du veau gras et une demande espagnole moins rémunératrice plombent le marché du veau nourrisson (75 €/tête pour les veaux laitiers ou normands de 45-50 kg) bien que les naissances aient été exceptionnellement faibles en février.

Lait de vache : une production en berne

Après une fin d'année 2018 marquée par une baisse de la production, le premier trimestre 2019 s'inscrit dans cette même tendance. Ainsi, sur ce trimestre, les volumes collectés sont en baisse de 2,5 % par rapport à ceux constatés en 2018 à la même période. Les effets de la sécheresse de l'été dernier sur la qualité et la quantité de fourrage ont conduit un grand nombre d'exploitations à décapitaliser leur cheptel. Même si les mises à la réforme semblent s'atténuer depuis le début de l'année, ce phénomène n'est pas sans conséquences sur la quantité de

lait actuellement disponible. La tendance est la même pour tous les départements, même s'il existe des disparités (baisse des volumes de 0,7 % en Mayenne et de 5,9 % en Vendée sur le premier trimestre. Ce contexte est favorable à une progression des prix. Ainsi, depuis janvier, le prix moyen (372 €/1 000 l) augmente de 2,3 % par rapport à celui observé l'an passé à la même période (+ 8,5 % par rapport à celui du premier trimestre 2017). Dans le même temps, la baisse de la collecte impacte directement la fabrication de produits laitiers qui est en recul sur un an.

La production régionale de lait bio est, en revanche, toujours en progression et représente désormais 5 % de la collecte totale ligérienne. Outre le nombre de conversions en constante augmentation, les éleveurs bio semblent avoir eu recours davantage aux concentrés pour atténuer le manque de fourrage. Ainsi, depuis janvier, les livraisons de lait bio sont supérieures de 15,3 % à celles de 2018 à période identique. Au niveau de la valorisation, le prix moyen du lait bio (471 €/1 000 l) au premier trimestre est moins attractif que celui constaté l'an passé (- 2,1 %).

A l'échelle nationale, le constat est identique malgré des disparités entre bassins laitiers. Ainsi, même si la baisse de la production est moindre en mars, l'ensemble des volumes collectés sur le premier trimestre est inférieur de 2,2 % à celui du premier trimestre 2018. Après une diminution du cheptel français durant l'hiver, conséquence des conditions météorologiques de l'été dernier, les effectifs de bovins laitiers se stabilisent désormais. Cette situation contribue au soutien des cours qui poursuivent leur progression depuis janvier, avec un prix moyen cumulé de 367 €/1 000 l, soit + 3,7 % sur un an. La baisse de la collecte hexagonale im-

pacte la fabrication de produits laitiers qui est en recul sur cette même période pour la majorité des catégories. Concernant la production nationale de lait bio, elle augmente au premier trimestre 2019 de 15,6 % par rapport à celle de 2018 à période comparable.

En début d'année, dans le sillage des États généraux de l'alimentation, les négociations commerciales entre distributeurs et industriels de la filière laitière aboutissent à plusieurs accords permettant une meilleure valorisation du prix du lait. En parallèle, les contrats laitiers établis entre producteurs et industriels, dans le cadre

de la loi Egalim, intègrent désormais les coûts de production dans la rémunération. En Europe, le niveau de la collecte est en recul sur les deux premiers mois de l'année. Toutefois, il existe une grande disparité entre pays producteurs avec certains (Allemagne, Pays-Bas, Espagne) dont la faiblesse de la production limite la reprise entamée fin 2018 par d'autres (Irlande, Royaume-Uni, Pologne). Le marché des produits laitiers est relativement stable malgré la perspective d'un Brexit désormais repoussé. Les cours de la poudre de lait restent contenus et le prix du beurre continue de se déprécier, même s'il reste à un niveau attractif.

Ovins : une fin de trimestre dans l'attente du pic tarifaire lié aux fêtes de Pâques

Le report de la date du Brexit au 31 octobre réduit, au moins temporairement, la pression sur le marché ovin. Avec les perspectives liées aux fêtes pascales (21-22 avril 2019), le prix moyen pondéré des agneaux, au plus bas début février,

connaît par la suite une pente croissante pour se rapprocher des cotations moyennes pluriannuelles 2014-2018, tout en affichant des valeurs en deçà de celles de 2018. À 6,24 €/kg de carcasse fin mars, le pic du prix moyen pondéré

des régions, calculé par FranceAgriMer, n'est pas encore atteint. Proches en janvier et février des tonnages moyens des cinq dernières années, les abattages d'agneaux et d'ovins adultes sont en net retrait en mars.

Lait de chèvre : une situation contrastée

La livraison de lait de chèvre ligérien progresse de 1,2 % entre les premiers trimestres 2018 et 2019. La tendance à l'augmentation de la production amorcée au dernier trimestre 2018 semble se confirmer. Sur les trois premiers mois de l'année, le prix moyen (757 €/1 000 l) est en hausse de 0,5 % par rapport à l'an passé à période identique. La qualité du lait produit dans le Centre-Ouest profite d'une valorisation plus élevée que dans

d'autres bassins de production.

Sur le plan national, la situation est plus contrastée. Malgré une progression du cheptel, la collecte de lait de chèvre est en repli en ce début d'année par rapport à 2018. Le démarrage des lactations semble avoir pris du retard, pénalisé sans doute par un décalage des naissances et, dans une moindre mesure, des fourrages de qualité médiocre. La rémunération

du litre de lait au premier trimestre est stable sur un an. Malgré une baisse drastique des importations, notamment en provenance d'Espagne, et la hausse des produits industriels, le prix du litre de lait est atone depuis janvier.

Dans le même temps, la fabrication de l'ensemble des produits laitiers est en recul et souffre du manque de ressource tant française qu'européenne.

Porc : hausse des cours mi-mars

Le cours du porc, remarquablement stable depuis le mois de novembre 2018, a brusquement augmenté à partir de la mi-mars. La cotation porcine (entrée abattoir, classe S, TMP \geq 60 %, Centre-Ouest) ouvre le trimestre à 1,41 €/kg et le ferme à 1,50 €/kg. Le cours moyen du premier trimestre s'établit à 1,42 €/kg, soit 1,2 % de plus que celui du même trimestre 2018, mais 1,8 % de moins que la moyenne triennale 2016-2018. Ailleurs en Europe, les variations de prix sont du même ordre. Au final, toutes les cotations ont augmenté lors du premier trimestre ; le cours espagnol décolle dès le mois de février.

La consommation de porc des ménages français a subi de nouveaux reculs marqués pendant ce premier trimestre 2019 comparativement à celui de 2018, avec une hausse modérée des prix de détail. Dans un contexte de baisse généralisée

des achats de viande de la part des ménages, l'attrait moindre de la viande de porc et de la charcuterie se confirme. Selon le panel Kantar, en volume, les achats de porc frais reculent de près de 1,9 % et ceux de charcuterie de 3,7 %. Pour la viande fraîche, le volume des achats a fluctué au cours du trimestre en fonction de l'évolution des prix des pièces. Pour la charcuterie, la baisse des achats est régulière. Il faut noter que ce constat concerne les viandes consommées à domicile. Une évolution des pratiques culinaires et la recherche d'une plus grande praticité conduisent à une augmentation des achats de plats préparés industriellement. La consommation hors domicile de viandes de porc, augmenterait.

Les tonnages de viandes de porcs abattus (en tec) sur le premier trimestre 2019 par rapport au premier trimestre 2018, progressent sur la région (+ 5 %) et en

Bretagne (+ 0,8 %) alors qu'ils diminuent légèrement en France (- 0,4 %). Après un début d'année peu fluide, les abattages ont retrouvé un rythme de croisière : les poids des porcs s'allègent au fil du trimestre.

En volume, le solde commercial des échanges de viandes porcines redevient excédentaire sur le mois de février 2019. Les importations de viande porcine se réduisent (- 2,5 % en tec) et les exportations prennent de l'ampleur (+ 4,6 % en tec). La France a augmenté ses envois vers des pays européens au mois de février. Au mois de janvier, c'était vers la Chine. En valeur, les importations diminuent et les exportations augmentent sur les mois de janvier et février 2019 par rapport à janvier et février 2018. Néanmoins, la balance commerciale reste déficitaire, les produits importés ayant dans l'ensemble une valeur unitaire plus élevée que celle

des produits exportés.

Le coût des intrants porcins se relève légèrement sur le premier trimestre (+ 0,5 % et + 3,9 % en année glissante). Selon l'IPAMPA France entière, sur cette période, le coût de l'énergie s'est alourdi (+ 2,9 %) ainsi que le prix de l'aliment porcin (+ 0,9 %).

Depuis 3 mois, la marge brute des éleveurs naisseurs engraisseurs amorce une hausse pour atteindre 967 €/troupeau/an au mois de mars 2019. Les perspectives pour le second trimestre s'annoncent favorables eu égard aux prix de vente qui se relèvent notablement fin mars.

La peste porcine qui touche durement

les élevages chinois déséquilibre les marchés mondiaux. Le commerce extérieur en bénéficie, entraînant une hausse des cours. Une vigilance forte reste de mise sur la prévention de cette maladie sur le territoire français.

Aviculture : repli des abattages des volailles de chair, sauf en canards gras

Les abattages régionaux de poulets reculent de 14 % par rapport au premier trimestre 2018. Cette baisse s'explique pour l'essentiel par la fermeture de l'abattoir de Chantonay fin mai 2018 (qui représentait 14 % des tonnages régionaux de poulets en 2016 et 2017). Hors poulet export, les abattages sont en repli en mars, mais quasiment stables sur l'ensemble du premier trimestre : la hausse des volumes abattus en poulet standard dans la plupart des abattoirs compense le repli de ceux des poulets sous signe de qualité, qui retrouvent leur niveau du premier trimestre 2017.

Après avoir atteint un niveau record en janvier, le déficit du commerce extérieur de viandes de poulet se réduit en février. Sur l'ensemble des deux mois, les exportations baissent de 11 %, principalement vers les pays tiers habituels (Moyen-Orient et Afrique subsaharienne). De leur côté, les importations augmentent de 7 %, pour l'essentiel en provenance de l'Union Européenne (Pologne, Belgique, Espagne et Allemagne). En 2018, calculé par bilan provisoire production / consommation, les volumes importés ont représenté 45 % de la consommation apparente de viandes et préparations de poulet.

Au premier trimestre, les abattages de dindes sont en baisse sensible. Dans la région, la plupart des abattoirs sont affectés, notamment au mois de mars. Sur

le trimestre, les volumes abattus sont en recul de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale. Sur les deux premiers mois de l'année, le solde des échanges de viandes et préparations de dinde reste positif mais s'effrite, avec des exportations en recul de 25 % (principalement vers l'Allemagne) et des importations quasiment stables.

Les abattages régionaux de canards sont en hausse de 5 %. Les volumes abattus en canards à rôtir sont stables par rapport à ceux des premiers trimestres 2018 et 2017 ; toutefois, les évolutions restent contrastées selon les abattoirs et la période (forte progression en janvier, baisse sensible en mars). En canards gras, l'activité est en progression de 14 % par rapport au faible niveau du premier trimestre 2018. L'an dernier, à pareille époque, la détection de plusieurs foyers d'influenza aviaire faiblement pathogène, dans des élevages de la région, avait conduit à l'abattage préventif de plus de 90 000 canards. Les volumes de canards gras abattus retrouvent leur niveau moyen quinquennal du trimestre. Sur les deux premiers mois de l'année, le solde des échanges de viandes et préparations de canard reste positif, avec des exportations et des importations en baisse.

Les abattages régionaux de pintades sont en repli de 7 %, après une période com-

parable 2018 plutôt favorable. La plupart des abattoirs voient leur production reculer, notamment au mois de mars. Le niveau d'abattage est proche de celui du premier trimestre 2017, mais reste en recul de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Les indices du coût de l'aliment pour volailles calculés par l'ITAVI (Institut technique de l'Aviculture) sont orientés à la baisse depuis l'automne pour les principales espèces. De leur côté, après une hausse amorcée à l'automne 2018, les prix à la production des volailles de chair se stabilisent entre février et mars 2019. La hausse reste cependant marquée en glissement annuel (mars 2019 / mars 2018), supérieure à 4 % pour les poulets, les dindes et les canards à rôtir. En mars, les cours moyens à la production sont supérieurs aux moyennes quinquennales pour toutes les espèces.

En 2018, la consommation apparente de viandes de volailles serait en hausse par rapport à 2017 pour toutes les espèces, et plus marquée pour le canard. Sur les deux premiers mois de l'année 2019, les volumes d'achats des ménages sont en repli pour le poulet, la dinde, la pintade et la charcuterie à base de volaille ; ils sont stables pour les élaborés de volaille, et en hausse pour le canard.

Un prix moyen de l'œuf qui varie peu

Au premier trimestre 2019, la production totale d'œufs de consommation calculée par modèle se replie de 10 % par rapport au niveau relativement élevé du premier trimestre 2018.

Au cours des quatre premiers mois de l'année, le prix moyen des œufs varie peu. Début mai, comme en avril, la demande des centres de conditionnement

en œufs de consommation reste atone, et le trop-plein de production ne peut être écoulé qu'à destination de l'industrie. En mars, l'indice des prix à la production de l'œuf fléchit de 16 % sur un mois et devient inférieur de 11 % à celui de la moyenne quinquennale, alors qu'il lui était supérieur depuis septembre.

Au cours des deux premiers mois de l'an-

née, avec des prix globalement en hausse, les achats d'œufs par les ménages français sont en repli de 1,7 % en volume par rapport à la même période de 2018. Le développement des achats d'œufs biologiques et de plein air ne compense pas le fort recul de ceux d'œufs cage (- 12 %).

Cuniculiculture : abattages toujours en baisse

Les six abattoirs de lapins du Grand-Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Normandie et Poitou-Charentes) concentrent près des trois quarts des abattages nationaux. Tous voient leur production baisser au premier trimestre. Sur ce périmètre comme au niveau national, les abattages sont en recul de 10 % par rapport à 2018, dans la continuité des trois dernières années.

Le cours national du lapin vif départ élevage poursuit sa hausse saisonnière avec une légère progression en avril et un prix moyen estimé à 2,04 €/kg. Depuis le début de l'année, les cotations sont supérieures à celles de l'an passé. De même, depuis un an, l'indice des prix à la production du lapin est supérieur à sa moyenne quinquennale (de 7 % en avril). L'indice ITAVI de l'aliment pour lapins est

orienté à la baisse entre janvier et mars 2019. En mars, il reste cependant supérieur de 15 % à la moyenne quinquennale. Avec des prix de vente au consommateur en hausse de 2 %, les volumes d'achats des ménages en lapin frais sont en léger repli sur les deux premiers mois de l'année (- 1,3 %).

Commerce extérieur régional : un solde commercial agricole et agroalimentaire à l'équilibre

Au premier trimestre 2019, tous produits confondus, les exportations ligériennes s'élèvent à 5,9 milliards €, en repli par rapport au premier trimestre 2018, mais en nette augmentation par rapport à la moyenne quinquennale (+ 22 %). De ce fait, les exportations des produits agricoles et agroalimentaires ne représentent ce trimestre que 16 % des exportations régionales en valeur, contre plus de 20 % entre 2012 et 2017. Avec 942 M€, le montant de l'export agricole et agroalimentaire est en léger repli par rapport au bas niveau de l'an dernier, et reste en recul de 6 % par rapport à la moyenne quinquennale des premiers trimestres 2014-2018.

Les exportations des produits agricoles bruts s'élèvent à 279 M€, inférieures de 3 % à la moyenne quinquennale.

Avec 663 M€, les exportations des produits transformés sont en légère hausse par rapport au faible niveau du premier trimestre 2018. La hausse de l'export dans les secteurs des boissons, des huiles et graisses, et des produits alimentaires divers, compense le recul dans les secteurs des viandes et des aliments pour animaux. Par rapport à l'an dernier, les montants export des produits des industries agroalimentaires varient peu en Loire-Atlantique et Sarthe. Ils progressent en Maine-et-Loire et Mayenne, par rapport à de faibles niveaux. En Vendée, ils sont en fort recul par rapport à un premier trimestre 2018 particulièrement favorable, et restent supérieurs à la moyenne quinquennale trimestrielle.

De leur côté, les montants des importations des produits agroalimentaires progressent de 13 %. Le solde commercial des produits agroalimentaires est négatif au premier trimestre 2019 (- 96 M€), tandis que celui des produits agricoles bruts est excédentaire, d'un montant équivalent (+ 97 M€).

Industries agroalimentaires

L'activité fléchit, la demande globale ralentit sur tous les marchés. Les prix des matières premières augmentent. Les effectifs sont plutôt à la baisse. Les commandes diminuent en mars et les prévisions tablent sur une hausse modérée des productions.

Industries des viandes : la tendance de fond de la baisse de consommation de viande est bien installée, les productions se contractent, de même que la demande, sur le marché intérieur comme à l'export. Les prix des produits finis progressent au même rythme que les prix des matières premières. Les prévisions tablent sur une hausse modérée des productions.

Industries de la boulangerie-pâtisserie et pâtes : les productions se redressent en février et mars. L'export tire la demande tandis que le marché intérieur ne se redresse qu'en mars. Les prix des matières sont plutôt à la hausse et ne sont pas répercutés sur les prix de vente. Les prévisions tablent sur une stabilisation des productions.

Source Banque de France - enquêtes mensuelles - octobre à décembre 2018

Le point du trimestre

Agromousquetaires, Aubret, Bigard, Lactalis et la biscuiterie St Michel lancent Openalim, un Mooc de recrutement disponible 24H/24. Ce support multimédia de formation présente l'accès à trois métiers : technicien de maintenance, conducteur de machine et conducteur de ligne. Un candidat réussissant l'un des parcours Mooc peut rentrer directement dans le processus de recrutement des entreprises partenaires.

Les entreprises - revue de presse -

Sources : AGRAAlimentation, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, lettre de l'API de janvier à mars 2019

Loire-Atlantique

All in Foods, société nazairienne spécialisée dans la fabrication de produits végétaux sans allergènes, s'apprête à clore son exercice 2018 sur un doublement de son activité. Le chiffre d'affaires est attendu aux alentours de 5 M€, au terme d'une année de production complète sur deux lignes et avec 17 employés. La croissance repose sur un élargissement des gammes. La société a démarré avec des alternatives végétales au fromage, en tranches, en bloc ou en râpé. En 2018, elle a lancé des crèmes dessert végétales et, à partir d'avril 2019, a prévu la mise sur le marché d'un «camembert» végétal. Au second semestre 2019, All in Foods proposera une gamme de « charcuterie » sans viande. All in Foods réalise 90 % de son activité à l'export dans une trentaine de pays. Après avoir investi 1 M€ en 2017 en production et dans des travaux de rénovation, la société prévoit d'investir 500 k€ en juin 2019 dans une troisième ligne de production. Pour accompagner ce développement, All in Foods prévoit de porter les effectifs à 25 voire 30 personnes, avec le passage des deux premières lignes de production en 2 x 8.

Fin décembre 2018, le groupe Dugas a signé l'acquisition des Rhums de Ced', PME de Saint-Hilaire de Chaléons, spécialisée, depuis 2011, dans la fabrication de rhums arrangés sous la marque « Ti Ced ». Basée à Créteil, Dugas se développe sur le marché de la distribution de spiritueux chez les cavistes et en CHR. Les Rhums de Ced' déploie une gamme de 30 références de rhums 100 % bio et vise le développement

de sa marque à l'international.

Algosource, spécialiste des microalgues, a levé 1,1 M€ auprès des fonds régionaux Litto Invest, Pays de la Loire participations et Pays de la Loire développement. L'entreprise (20 salariés) finance ainsi un programme d'investissement de 4 M€ sur 5 ans, pour porter le chiffre d'affaires à 10 M€ contre 1,8 M€ en 2018.

Créé en 2012, le groupe Algosource comprend deux entités :

- Algosource technologies à Saint-Nazaire, qui est un bureau d'étude-conseil pour la production et la valorisation industrielle des microalgues
- Alpha Biotech, qui assure la production de spiruline à Assérac et son raffinage et son conditionnement à Guérande.

La production de spiruline sera augmentée par l'implantation, d'ici à 2021, d'une nouvelle raffinerie de microalgues à Saint-Nazaire.

Lisaqua, startup nantaise créée en février 2018, veut lever entre 200 et 300 k€ pour créer en 2020 une ferme marine pilote de 200 m² d'élevage de gambas, en circuit fermé algues-invertébrés-gambas, et étoffer l'équipe de recherche. Après six mois d'élevage test, leur première génération de gambas est en cours de dégustation chez les poissonniers et les restaurateurs nantais.

Nature & Cie, PME de Vallet, pionnière en matière de produits sans gluten et bio, lance une gamme de 3 produits à destination des enfants, Miniz & Cie. Partie avec 11 références de produits frais et surgelés en 2006, Nature & Cie en pro-

pose aujourd'hui 80 et réalise un chiffre d'affaires de 3,5 M€.

Eurial, branche lait du groupe Agrial, basée à Nantes, développe sa production de lait bio. Son objectif est de 120 millions de litres en 2020 puis 140 millions de litres en 2022, ce qui implique le passage au bio de 80 à 100 élevages supplémentaires. En 2018, la collecte de lait de vache bio s'élevait à 83 millions de litres (+ 21 millions par rapport à 2017) auprès de 275 adhérents. Pour 2019, la hausse attendue devrait être de l'ordre de 20 millions de litres supplémentaires. Le prix du lait de vache bio pour 2018 s'est établi à 470 euros/1 000 litres.

Le groupe coopératif Terrena concentre sa stratégie sur deux axes : « Accélérer la mise en œuvre du projet stratégique par le déploiement de la « saison 2 » du projet axé sur la performance, le développement des territoires et des filières dans l'intérêt de ses adhérents » et « intensifier la dynamique de transformation de son modèle économique, tant sur son amont que sur ses filières agroalimentaires ».

Terrena lance une application de traçabilité, Monagriculteur.coop, qui permet à un consommateur d'identifier et localiser instantanément l'agriculteur à l'origine du produit qu'il consomme, en scannant un code-barre.

Système U et Terrena prolongent leur partenariat engagé en 2013 sur la distribution des produits à la marque « La Nouvelle agriculture » de Terrena. Le contrat cadre prévoit de nouveaux engagements : mise en place d'une chaîne de

blocs au service des filières, favorisation d'une autonomie alimentaire des exploitations, construction des prix intégrant les coûts réels de production, y compris la rémunération de l'agriculteur, augmentation des volumes et élargissement du partenariat aux filières végétales, bio, labellisées.

Le chiffre d'affaires de Tipiak a reculé de 2,6 % en 2018, à 193 M€, contre 198,1 M€ en 2017. Venant interrompre 8 années successives de croissance, ce recul d'activité a notamment touché l'activité « froid » (produits traiteurs, plats cuisinés surgelés), qui pèse pour près de 63 % de l'activité globale du groupe. Le groupe note toutefois une progression de 29 % de ses ventes à l'international, qui représentent près d'un quart de son chiffre d'affaires. Tipiak anticipe une baisse de 15 % de son excédent brut d'exploitation en 2018, due au recul des ventes et à un « montant important de charges non récurrentes ». Cependant, Tipiak estime que 2019 pourrait permettre à ses ventes et à ses résultats économiques de retrouver la croissance.

Alva, entreprise spécialisée dans la fonte et le raffinage de graisses animales en provenance d'abattoirs et d'ateliers de découpe, poursuit, à Rezé, ses investissements au rythme de 3 M€ par an. Alva transforme et conditionne les matières grasses à destination de l'alimentation humaine (55 %), du petfood (32 %), de l'alimentation pour bétail (13 %) et de l'oléochimie. Elle traite 48 000 tonnes par an avec 56 salariés travaillant en 3 x 8. Le site fournit plus de 300 clients dont de grands acteurs régionaux de la charcuterie et de la rillette. Elle exporte aussi au Royaume-Uni, Canada, Benelux, Espagne... Détenue par Saria France et Delambre, Alva est aussi implantée à Lisieux (14) et Issé (44).

Le groupe Saint-Michel Biscuits refond l'identité de sa marque en s'appuyant fortement sur l'orange et sur son icône, la poule, et en mettant en avant ses engagements : sans huile de palme, utilisation d'œufs de poules élevées en plein air et de farine de blé français. Le groupe annonce par ailleurs le lancement d'une gamme de 7 produits bio fabriqués avec 100 % d'ingrédients français. Les innovations du groupe représentent chaque année quelque 10 % des volumes contre environ 2 % en moyenne sur le marché. La refonte de l'identité de la marque doit faciliter le développement à l'international, en particulier autour des madeleines

surgelées pour la restauration mais aussi directement auprès du grand public.

Maine-et-Loire

La Tourangelle, spécialiste des huiles alimentaires haut de gamme, a lancé la reconstruction de son usine à Allonnes, près de Saumur. Le site de production précédent avait été détruit en juin 2018 par un incendie et l'entreprise est installée sur un site provisoire. La nouvelle unité, qui s'étendra sur 7 400 m², représente un investissement de 5 M€ pour le bâtiment et de 3 M€ pour les machines. Le site fabriquera des huiles de fruits secs (noix, noisettes, amandes, pistaches...) et conditionnera les autres. Entre janvier 2018 et janvier 2019, en comparaison de mois à mois, les ventes de La Tourangelle ont crû de plus de 60 %. L'entreprise emploie 80 personnes sur son entité La Tourangelle USA, implantée en 2002, et 65 personnes dans l'entité française. Les deux entités atteignent un chiffre d'affaires 2018 de 50 M€, ayant plus que doublé en 6 ans. 90 % des ventes de la marque s'effectuent hors de France, dans près de 45 pays.

Mayenne

My Pie, PME créée à Gorron en 2015, produit 12 000 tourtes et 3 000 plats cuisinés par semaine, préparés à partir d'ingrédients frais, sans additifs, ni conservateurs. My Pie prévoit 500 k€ d'investissements en 2019 pour répondre à la demande du marché du snacking chaud et agrandir son atelier. My Pie réalise aujourd'hui l'essentiel de son activité auprès de la GMS (Franprix et Monoprix) mais elle poursuit sur son marché historique, des lieux comme les bars, les théâtres ou des points de vente éphémères qui ne disposent pas de cuisine. En 2018, My Pie a réalisé un chiffre d'affaires de 900 k€, contre 450 k€ en 2017. La PME emploie 10 salariés. Cinq recrutements sont prévus en 2019.

Lactalis annonce le rachat de Prabhat en Inde et Green Land en Egypte, deux pays où l'industriel mayennais était déjà présent. Green Land a pour principale activité la fabrication de fromages à travers cinq usines et compte 1 250 salariés. Prabhat produit du lait conditionné en sachets, du ghee (beurre clarifié) et des ingrédients laitiers. Elle possède deux usines et emploie 1 239 personnes pour un chiffre d'affaires 2018 de 200 M€. Lactalis affiche un chiffre d'affaires de 18,4 Mds€ en 2017.

Lactalis, touché en 2017 par un scandale sanitaire sur son activité nutrition infantile, a dégagé cette année-là un bénéfice net de 387 M€ contre 406 M€ un an plus tôt. Les profits 2018 sont attendus « en légère amélioration » et la multinationale a pour objectif de réaliser 20 Mds€ de chiffre d'affaires en 2020. Le groupe laitier a signé un accord sur le prix des produits laitiers avec Envergure, la centrale d'achat commune à Carrefour et U Enseigne, dans le cadre des négociations commerciales annuelles, s'engageant à « répercuter intégralement les hausses tarifaires obtenues dans le prix du lait payé aux 12 000 éleveurs livrant soixante-cinq usines en France ». Lactalis a signé un accord similaire avec les centres E. Leclerc. Ces hausses portent sur les produits de la marque et non pas sur les marques distributeurs et les premiers prix.

Les effectifs du site Lactalis de Craon se montent à 210 personnes pour la partie fromagerie et 230 pour le pôle laiterie, soit 440 salariés au total. 20 recrutements sont annoncés pour remplacer des départs à la retraite et faire face à une activité en hausse. 10 000 tonnes ont été produites cette année, la croissance est notamment portée par le Chaussée aux moines.

En décembre 2018, Lactalis est finalement parvenu à monter à plus de 95 % du capital de Parmalat, seuil lui permettant de retirer sa filiale de la cotation à la bourse de Milan, après une première tentative avortée en 2017.

Le chiffre d'affaires 2018 de Bel s'est érodé de 1 %, à 3,3 Mds€ et son bénéfice a diminué de moitié, à 96 millions. Le transformateur n'a pas pu répercuter la hausse du prix du lait auprès des distributeurs. En Europe, où le groupe Bel réalise un peu plus de la moitié de son chiffre d'affaires, le résultat opérationnel chute de 21 %. Au Moyen-Orient et en Afrique, dans un contexte de baisse de la consommation de fromages, des effets de change défavorables ont fait plonger le résultat opérationnel de 63 %, à 15 M€. Seule l'activité américaine progresse, avec un chiffre d'affaires en hausse de 6,2 % et un résultat opérationnel qui grimpe à 30 M€. Le groupe annonce un plan de modernisation et de réduction des coûts, visant à économiser 120 M€ d'ici à 2020. Sa mise en place passe par une réduction des effectifs au siège et une nouvelle organisation des activités, réparties entre marchés matures et territoires de croissance. Le développement des activités de snacking sain pourrait être un des leviers de croissance identifiés.

Sarthe

Les comptes de l'abattoir Charal de Sablé-sur-Sarthe sont de nouveau positifs après avoir été déficitaires pendant 18 ans. 3 M€ par an ont été investis chaque année depuis trois ans.

Le transformateur de viande Socopa recrute 100 personnes en CDD pour son site de Cherré.

Elivia, numéro 2 français de la viande bovine et filiale de Terrena, ferme deux de ses 15 sites, dont son usine d'Éloyes (Vosges, 81 salariés) et son atelier de grossiste en viandes, au Mans (14 salariés). Sur un marché de la viande en décroissance, la filiale de Terrena essuie de lourdes pertes : 16 M€ en 2017 et 8 M€ en 2018.

La fromagerie Bel à Sablé, le plus gros site de production du groupe, va produire le Babybel bio, lancé cette année dans la foulée du mini-Babybel bio en 2018. Ces nouveaux produits ont nécessité de nouvelles installations (tank de lait bio) et la poursuite de la modernisation du site. Au total, 10 M€ ont été investis sur trois ans.

Vendée

Le groupe Cavac reprend la société Atlantique Alimentaire, basée à La Rochelle et spécialisée dans les produits traiteurs surgelés. Cette nouvelle acquisition dans une entreprise agro-alimentaire vient confirmer la stratégie de diversification du groupe Cavac, toujours dans une logique de filières locales. En effet, Atlantique Alimentaire utilisait déjà des matières premières locales comme la

farine en provenance d'une minoterie approvisionnée par la coopérative. La société réalise un chiffre d'affaires annuel de 30 M€ et emploie plus de 160 salariés.

Fleury Michon enregistre un chiffre d'affaires annuel de 725,4 M€ en 2018, en hausse de 1,2 %. Au quatrième trimestre, le groupe a bénéficié d'une progression de 0,8 % de ses ventes, due aux acquisitions de la société vendéenne Paso et de Good Morning, qui ont généré un chiffre d'affaires de 21,4 M€. Sur l'année, les activités pour la grande distribution en France ont dégagé un chiffre d'affaires cumulé de 615,3 millions d'euros (+ 2,4 %), avec un quatrième trimestre 2018 en progression de seulement 1,9 % en raison «des mouvements sociaux» en France, où les «gilets jaunes» ont empêché des livraisons et bloqué des entrepôts. Le groupe estime avoir bénéficié de la montée en gamme de ses produits, où le bio a été développé et les teneurs en sel réduites, permettant une augmentation des prix de vente en grande distribution. A l'international, le chiffre d'affaires annuel s'élève à 52,4 M€, en recul de 10,9 % par rapport à 2017. Cette baisse provient de l'arrêt de l'activité en Norvège, et du recul de l'activité export en Suisse. Au Canada, le chiffre d'affaires a reculé de 3,6 % en raison de « l'arrêt quasi complet des activités en grande distribution ». Fleury Michon s'y recentre sur le catering aérien, où son activité est en croissance. Les activités espagnoles enregistrent un chiffre d'affaires en hausse de 14,5 %, et l'activité italienne PFI est restée stable.

Faute de repreneur, le tribunal de Poitiers a prononcé vendredi 1^{er} février la liquidation judiciaire des quatre socié-

tés de la Covia : Sovia (transport), Covia filières viandes (transformation), la SEAC (abattage) et la Scop Coopérative Viande (éleveurs), entraînant la suppression de 140 emplois. Des centaines d'éleveurs sont également touchés. La société Bondy viandes, qui avait adressé une lettre d'intention, n'a finalement pas donné suite.

La brasserie artisanale Mélusine investit 3 M€ à Chambretaud. La capacité de brassage sera de plus de 30 000 hectolitres contre 15 000 aujourd'hui, en revenant à une seule équipe de jour au lieu du fonctionnement en 2 x 8. En septembre 2018, la Brasserie Mélusine a clos son exercice sur un chiffre d'affaires de 3 M€, contre 2,65 M€ en 2017. Sa gamme compte une vingtaine de bières, dont trois éphémères, et 50 % des volumes sont vendus hors de la région. Les bières bio représentent la moitié de la gamme.

Maison Royer s'installe dans des nouveaux locaux aux Herbiers. Le spécialiste de l'élevage d'escargots et de leur transformation en plats cuisinés et en produits cosmétiques veut doubler sa production, de 10 à 20 tonnes d'escargots d'ici à 2020. Le site, quatre fois plus spacieux que le précédent à Saint-Paul-en-Pareds, accueille Maison Royer (agroalimentaire) et les ateliers de Royer cosmétique (80 % du chiffre d'affaires).

La Mie Câline a ouvert son 240^e magasin en 2018 et compte 2 200 salariés dans son réseau. Elle mise sur une gamme « santé » et une dizaine de nouvelles ouvertures en 2019 pour poursuivre son développement. Elle vise aussi les autoroutes et les gares.

Liste des annexes à télécharger

Cotations des céréales et oléo-protéagineux
Cotations fruits et légumes
Viticulture - Observatoire Economique du Val de Loire
IPAMPA
Abattages des animaux (bétail, volailles et lapins)
Cotations animales (bétail, volailles, lapins et oeufs)
Livraisons de lait et prix du lait

Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : B. Kirion et F. Paquereau (SRFD), H. Jocaille (SREFOB)

Productions animales et commerce extérieur : O. Grosmesnil, O. Jean, B. Robert et V. Salaün (SRISE)

Productions végétales : J.C. Bouhier, S. Emeriau, P. Guérin, L. Guiavarch, A. Kéters, A. Piha, A. Prudo et T. Renou (SRISE)

IPAMPA : O. Grosmesnil (SRISE)

IAA : C. Berchon (SREAF)

Contexte météorologique : Météo France

Coordination : A. Piha

Agreste : la statistique agricole



Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Yvan Lobjoit
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : DRAAF SRISE, SREAF et SREFOB
Composition : Bénédicte Guy
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7472